



**PALAIS DES
FESTIVALS
ET DES CONGRÈS
CANNES**

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION N° 25/30

ACHETEUR :	SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE MIXTE POUR LES ÉVÉNEMENTS CANNOIS (SEMEC) LA CROISSETTE CS 30051 06414 CANNES CEDEX
OBJET DE LA CONSULTATION :	ACCORD-CADRE À BONS DE COMMANDE ET A MARCHES SUBSEQUENTS POUR LES TRAVAUX TOUS CORPS D'ÉTAT (TCE) DE MENUES REPARATIONS, CHANGEMENT DE COMPOSANTS TECHNIQUES, D'AMELIORATION ET REMISE EN ETAT DES ESPACES AU SEIN DU PALAIS DES FESTIVALS ET DES CONGRÈS DE CANNES RELANCE DU LOT 6 - PLOMBERIE
PROCÉDURE DE CONSULTATION :	Procédure adaptée ouverte en application des articles L. 2123-1, R. 2123-1- 1°, R. 2123-4 et R. 2123-5 du Code de la commande publique
TYPE DE MARCHÉ :	Accord-cadre mono-attributaire, passé en application des articles R. 2162-1, R. 2162-3, R. 2162-4-2°, R. 2162-7, R.2162-9, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique

Date et heure limites de réception des offres : Mercredi 26 novembre 2025, à 12h00.

Date et heure limites imparties aux candidats pour formuler des questions écrites à la SEMEC :

Jeudi 20 novembre 2025 à 12h00



RÉPONSE PAR VOIE ÉLECTRONIQUE OBLIGATOIRE

SOMMAIRE

Article premier - Nom et adresse de l'acheteur	3
Article 2 - Objet de la consultation	3
Article 3 – Conditions de la consultation	4
3.1. Etendue et mode de la consultation	4
3.2. Décomposition en tranches et en lots.....	4
3.3. Type et durée du marché	4
3.3.1. – Type de marché.....	4
3.3.2. – Durée de l'accord-cadre et renouvellement.....	5
3.3.3. – Durée des marchés subséquents passés sur le fondement de l'accord-cadre.....	5
3.4. Présentation en groupement	6
3.5. Variantes.....	6
3-5.1 - Variantes libres	6
3-5.2 - Variantes imposées	7
3.6. Réalisation de prestations similaires	7
3.7. Modifications de détail au dossier de consultation	7
3.8. Délai de validité des offres.....	7
3.9. Propriété intellectuelle des projets	7
Sans objet.....	7
3.10. Modalités essentielles de financement et de paiement.....	7
Article 4 - Retrait du dossier de consultation des entreprises et présentation des offres	8
4.1. Retrait du dossier de consultation des entreprises	8
4-1-1 - Conditions de retrait par voie électronique.....	8
4.2. Présentation des candidatures et des offres.....	9
Article 5 - Jugement des offres	13
5.1. Dépouillement des candidatures	13
5.2. Critères de choix des offres	14
5.3. Négociation.....	15
5.4. Fin de la procédure	16
Article 6 - Conditions d'envoi ou de remise des offres.....	17
6.1. Envoi ou remise des offres sur support papier.....	17
6.2. Envoi des offres par voie électronique	17
6.3. Divers	20
Article 7 - Autres renseignements	20
7.1. Visite du site.....	20
7.2. Renseignements complémentaires	20
7.3. Confidentialité	20
7.4. Déclaration sans suite.....	20
7.5. Recours	21

Article premier - Nom et adresse de l'acheteur

L'acheteur, également désigné dans le présent règlement de la consultation sous le terme de « Pouvoir Adjudicateur » ou de « la SEMEC », est la :

Société d'Économie Mixte pour les Événements Cannois (SEMEC)

La Croisette

CS 30051

06414 CANNES CEDEX

Tél. : (+33) 4 93 39 01 01

Fax : (+33) 4 93 99 37 34

Adresse Internet : <https://www.palaisdesfestivals.com>

Adresse Internet du profil d'acheteur : <https://www.marches-securises.fr>

Adresse e-mail : commandepublique@palaisdesfestivals.com

La SEMEC est une société d'économie mixte (SEM) dont l'objet est d'exploiter et de gérer le Palais des Festivals et des Congrès de Cannes.

Article 2 - Objet de la consultation

Le 06 mars 2025, la SEMEC a lancé une première consultation relative à un accord cadre mixtes de travaux divers tous corps d'état à bons de commandes de travaux et à marchés subséquents pour le Palais des Festivals et des Congrès de Cannes.

Les prestations visaient les besoins suivants :

- Lot n°5 : Menuiserie ;
- Lot n°6 : Plomberie ;
- Lot n°7 : Sol souple et faux plafond ;
- Lot n° 8 : Maçonnerie.

À la suite de cette consultation, le lot n° 6 – Plomberie a été déclaré infructueux en raison de l'absence de soumissionnaire. Il a donc été décidé de relancer ce lot.

Par conséquent, le présent marché concerne exclusivement le lot n° 6.

La présente consultation porte sur les prestations suivantes :

ACCORD-CADRE À BONS DE COMMANDE ET A MARCHES SUBSEQUENTS POUR LES TRAVAUX TOUTS CORPS D'ETAT (TCE) DE MENUES REPARATIONS, CHANGEMENT DE COMPOSANTS TECHNIQUES, D'AMELIORATION ET REMISE EN ETAT DES ESPACES AU SEIN DU PALAIS DES FESTIVALS ET DES CONGRÈS DE CANNES

Cette consultation concerne uniquement le lot 6 - Plomberie.

Les prestations faisant l'objet de l'accord-cadre sont des travaux.

Ces travaux consistent en de l'entretien, de menues réparations, des améliorations, du gros entretien/remplacement de composants techniques, de la mise en conformité réglementaire, des travaux d'économie d'énergie et de rénovation partielle des espaces et bâtiments composant le Palais des Festivals et des Congrès de Cannes.

La description des prestations susceptibles d'être commandées et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) propre à chaque lot.

L'accord-cadre pourra être utilisé à la fois pour des travaux ponctuels ne nécessitant l'intervention que d'un seul lot, et à la fois pour des travaux pouvant s'inscrire dans la définition d'une opération de travaux au sens du Code de la Commande Publique (CCP) et nécessitant l'intervention de plusieurs lots.

Références à la nomenclature européenne (CPV) : Objet principal : 45454100-5 - Travaux de réfection

Codes accessoires	Description	Lot
45310000	Travaux d'équipements électriques	1
45442100	Travaux de peinture	2
44316500	Serrurerie	3
45261420-4	Travaux d'étanchéification	4
45421000-4	Menuiserie	5
45330000-9	Plomberie	6
45432111-5	Sols souple et faux plafonds	7
45262522-6	Maçonnerie	8

Article 3 – Conditions de la consultation

3.1. Etendue et mode de la consultation

Le présent marché est passé selon une procédure adaptée. Il est soumis aux dispositions de l'article L. 2323-1, R. 2123-1-1°, R. 2123-4 et R. 2123-5 du Code de la commande publique.

3.2. Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches au sens de l'article R. 2113-4 du Code de la commande publique.

Les prestations sont découpées en huit (8) lots, traités par marchés séparés, à savoir :

Les lots 1 à 4 ont déjà été soumis à une consultation et notifiés.

- Lot n° 1 : électricité (courants faibles et courants forts) ;
- Lot n° 2 : peinture ;
- Lot n° 4 : étanchéité ;
- Lot n° 7 : Sols souple et faux plafonds ;
- Lot n° 8 : Maçonnerie.

Les lots 3 et 5 sont actuellement en consultation :

- Lot n° 3 : serrurerie ;
- Lot n° 5 : Menuiserie ;

La présente consultation concerne uniquement le lot suivant :

- **Lot n° 6 : Plomberie.**

3.3. Type et durée du marché

3.3.1. – Type de marché

La consultation donnera lieu, en application des articles R. 2162-1, R. 2162-3, R. 2162-4-2°, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique, à la conclusion d'un **accord-cadre mixte dont la forme retenue pour l'exécution du contrat est mono-attributaire** :

- D'une part, **à bons de commande** sans montant minimum et **avec montant maximum, mono-attributaire**, en application des articles R. 2162-4 2°, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code précité ;

Les bons de commande porteront sur des travaux à faible technicité ou lorsque l'urgence rend nécessaire la conclusion d'un bon de commande. Les bons de commande précisent celles des prestations, décrites dans l'accord-cadre, dont l'exécution est demandée et en déterminent la quantité.

- D'autres part, à **marchés subséquents** sans montant minimum et **avec montant maximum, mono-attributaire**, en application des articles R. 2162-4 2° et R. 2162-7 et R. 2162-9 du Code précité, dont les modalités d'application seront définies au Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)

Les marchés subséquents porteront sur des travaux à plus forte technicité. Les travaux concernés sont des travaux pouvant s'inscrire dans la définition d'une opération de travaux, à savoir des travaux caractérisés par leur unité fonctionnelle, technique ou économique.

Les prestations objet de l'accord-cadre mixte (bons de commandes et marchés subséquents) seront susceptibles de varier de la manière suivante :

N°	LIBELLÉ DU LOT	Montant annuel minimum H.T.	Montant annuel maximum H.T.
1	Electricité	Sans montant minimum	450 000€
2	Peinture	Sans montant minimum	350 000 €
3	Serrurerie	Sans montant minimum	450 000 €
4	Etanchéité	Sans montant minimum	250 000 €
5	Menuiserie	Sans montant minimum	250 000 €
6	Plomberie	Sans montant minimum	200 000 €
7	Sols souples et faux plafonds	Sans montant minimum	200 000 €
8	Maçonnerie	Sans montant minimum	295 000 €

Les montants maximaux ci-dessus constituent la limite supérieure des obligations susceptibles d'être mises à la charge des titulaires. Ils ne constituent aucunement un engagement contractuel de commande des prestations.

3.3.2. – Durée de l'accord-cadre et renouvellement

Le marché est conclu pour une période de dix-huit (18) mois fermes **à compter de sa date de notification**. La date prévisionnelle de démarrage des prestations est la date de notification du marché.

L'émission des bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité du contrat, toutefois les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du contrat.

3.3.3. – Délais d'exécution des prestations

Les délais d'exécution sont **indiqués dans chaque bon de commande ou dans chaque marché subséquent**. Le délai court à compter de la date prescrite par le bon de commande ou le marché subséquent ou, à défaut, à compter du jour de la réception du bon de commande ou de la notification du marché subséquent par le titulaire.

Il appartient au titulaire d'avoir tout matériel, personnel et équipements nécessaires à leur réalisation. Leur absence ne pourra en aucun cas être invoquée pour permettre une prolongation dudit délai. Le titulaire est tenu pendant le délai d'exécution de maintenir sur le chantier les personnels, matériels et approvisionnements suffisants pour le respect des délais impartis.

Le délai d'exécution comprend le repliement des installations nécessaires à l'exécution des prestations, le nettoyage et la remise en état des lieux.

Sauf dans les cas d'urgence, les délais fixés en jours s'entendent en jours calendaires.

3.4. Présentation en groupement

Les candidats peuvent se présenter seuls ou en groupement. S'ils optent pour le groupement, ils peuvent se présenter sous forme de groupement solidaire ou de groupement conjoint, sous réserve du respect des règles relatives à la concurrence.

Dans ce cas, les candidatures et les offres sont présentées soit par l'ensemble des membres du groupement, soit par un mandataire qui justifie des habilitations nécessaires pour représenter les autres membres du groupement.

Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché public.

La composition du groupement ne peut être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché public.

Toutefois, en cas d'opération de restructuration de société, notamment de rachat, de fusion ou d'acquisition ou, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, il peut demander à l'acheteur l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation en proposant, le cas échéant, à l'acceptation de l'acheteur un ou plusieurs nouveaux membres du groupement, sous-traitants ou entreprises liées. L'acheteur se prononce sur cette demande après examen de la capacité de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants ou entreprises liées présentés à son acceptation, au regard des conditions de participation qu'il a définies.

Les candidats sont, par ailleurs, informés qu'il leur est interdit de présenter pour le marché public ou certains de ses lots plusieurs offres en agissant à la fois :

1. en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
2. en qualité de membres de plusieurs groupements.

L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'aucune forme juridique de groupement n'est imposée par le pouvoir adjudicateur après attribution.

Cependant, en cas d'opérateurs économiques groupés conjoints, le mandataire du groupement devra être solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur, pour l'exécution du marché.

L'opérateur économique, membre du groupement, désigné dans la candidature et dans l'offre comme mandataire représentera l'ensemble des membres vis-à-vis de l'acheteur et coordonnera les prestations des membres du groupement.

3.5. Variantes

3-5.1 - Variantes libres

Les variantes libres sont des modifications, à l'initiative des candidats, de spécifications prévues dans la solution de base décrite dans les documents de la consultation.

Dans le cadre de la présente consultation, ces variantes ne sont pas autorisées.

Les candidats doivent présenter une proposition entièrement conforme au dossier de consultation.

3-5.2 - Variantes imposées

Les variantes imposées sont des prestations supplémentaires éventuelles ou solutions alternatives que le pouvoir adjudicateur demande aux candidats de chiffrer et qu'il se réserve le droit de retenir ou non.

Dans le cadre de la présente consultation, il n'y a pas de variantes imposées.


3.6. Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de conclure un ou plusieurs marchés de prestations similaires sans publicité, ni mise en concurrence préalables avec les titulaires dans les conditions prévues par les articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du code de la commande publique.

3.7. Modifications de détail au dossier de consultation

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter **six (6) jours** au plus tard avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

 Les candidats sont informés que le pouvoir adjudicateur utilisera son profil d'acheteur (plate-forme www.marches-securises.fr) pour communiquer par écrit avec les candidats : envoi des réponses aux questions, informations sur les éventuelles modifications du dossier de consultation, éventuelles demandes de compléments de candidatures, etc.

Des courriels en provenance de l'adresse de messagerie du profil d'acheteur (courriels émis pour le compte du Palais des Festivals et des Congrès de Cannes (06) depuis la plate-forme www.marches-securises.fr) seront donc adressés aux candidats les informant de la réception de messages contenant notamment un lien de téléchargement, permettant à chaque candidat d'accuser réception et d'accéder au contenu de ces messages.

Les candidats sont donc invités à :

- S'assurer que la configuration de leur boîte de messagerie courriel permet de recevoir ce type de message ;
- Vérifier, le cas échéant, que ces courriels ne figurent pas dans le dossier « indésirables » ou « spams » ;
- Accuser réception de chacun de ces envois en cliquant sur le lien de téléchargement contenu dans le courriel.

L'article 4.1.1 ci-après précise les règles relatives aux échanges dématérialisés.

3.8. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de **quatre (4) mois** ; il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

3.9. Propriété intellectuelle des projets

Sans objet.

3.10. Modalités essentielles de financement et de paiement

Les crédits nécessaires au financement de l'opération sont inscrits au budget annuel, dans les comptes de la SEMEC. Le financement est assuré à partir de fonds propres.

Les prestations objet du contrat sont rémunérées par application des prix indiqués dans le bordereau des prix unitaires, révisable suivant les modalités fixées au l'article 6 C.C.A.P.

Conformément à l'article R. 2192-11-2° du Code de la commande publique, les sommes dues en principal en exécution du marché sont payées dans un délai global ne pouvant **excéder 60 jours**, par virement bancaire.

Le dépassement du délai de paiement susvisé ouvre de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement, à compter du jour suivant l'expiration du délai.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de dix points de pourcentage.

Les intérêts moratoires sont augmentés d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de quarante (40) euros.

Article 4 - Retrait du dossier de consultation des entreprises et présentation des offres


4.1. Retrait du dossier de consultation des entreprises

Conformément à l'article R. 2132-2 du Code de la commande publique, qui dispose que « *pour les marchés qui répondent à un besoin dont la valeur estimée est égale ou supérieure à 40 000 euros hors taxes et dont la procédure donne lieu à la publication d'un avis d'appel à la concurrence, la mise à disposition des documents de la consultation s'effectue sur un profil d'acheteur à compter de la publication de l'avis d'appel à la concurrence* », et à l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde, le retrait du dossier de consultation se fait **exclusivement par voie électronique**.

4-1-1 - Conditions de retrait par voie électronique

Le dossier de consultation est téléchargeable à l'adresse suivante : **<https://www.marches-securises.fr> (maître d'ouvrage : Palais des Festivals et des Congrès_06)**.

Pour cela, les candidats créent – gratuitement – leur espace privé sur le site. Ils peuvent indiquer le nom de la personne physique chargée du téléchargement des documents ainsi qu'une adresse électronique afin que puissent leur être communiquées les modifications et les précisions apportées aux documents de la consultation.

 L'attention des candidats est attirée sur le fait que l'adresse électronique qu'ils indiquent sur le profil d'acheteur, doit être une adresse valide. Cette adresse doit pouvoir être consultée fréquemment afin d'être tenu au courant de toutes les éventuelles modifications ou précisions qui peuvent être apportées par le pouvoir adjudicateur aux documents de la consultation. Une boîte « fonctionnelle » non nominative peut être intéressante pour pallier l'éventuelle absence, provisoire ou définitive, du titulaire de l'adresse et éviter une perte d'information pour l'entreprise.

Les informations données par les candidats sont déclaratives. L'exactitude desdites informations est de leur responsabilité.

Il est à noter que conformément à l'arrêté du 22 mars 2019, les candidats disposent d'un accès direct au téléchargement du dossier complet sans s'identifier. **Ce téléchargement anonyme ne leur permettra pas cependant d'être tenu informés des éventuels compléments, corrections ou modifications apportés au dossier.** Dans ce cadre, **il leur appartient de se tenir à jour régulièrement des évolutions** qui pourraient être apportées au dossier.

EN CAS DE LITIGE PORTANT SUR LE CONTENU DES DOCUMENTS, SEULS LES DOCUMENTS MIS EN LIGNE PAR LA SEMEC FERONT FOI.

4-1-2 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation est composé des pièces suivantes :

- Présent Règlement de la Consultation ;
- Cadre de réponse du mémoire technique ;
- Acte d'Engagement (A.E.) et annexes ;
- Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) ;
- Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) décrivant les prestations et leurs spécifications techniques ;
- Bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- Devis quantitatif estimatif (DQE) ;
- Lettre de candidature – désignation du mandataire par ses cotraitants (formulaire DC1, version du 01/04/2019) ;
- Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (formulaire DC2, version du 21/11/2023) ;
- Déclaration de sous-traitance (formulaire DC4, version du 12/10/2023).

4.2. Présentation des candidatures et des offres

Les propositions des candidats seront entièrement rédigées en langue française. Tous les documents constituant ou accompagnant l'offre doivent être en français ou traduits en français, s'ils émanent d'une autorité étrangère.

Les prix seront libellés en euros.

Les candidats auront à produire un dossier comprenant les pièces suivantes :

A. ELEMENTS RELATIFS A LA CANDIDATURE

Pièces à produire **obligatoirement** à l'appui de la candidature en application des articles R. 2143-3 à R. 2143-5, R. 2143-11 et R. 2143-12 du Code de la commande publique et de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics, par les entreprises candidates ayant vocation à être titulaires du marché :

(En cas de groupements, ces pièces devront être établies par chacun des membres du groupement).

	PIÈCES À REMETTRE	SIGNATURE
Situation juridique – références requises		
A.1	Lettre de candidature indiquant pour quel(s) lot(s) le candidat soumissionne et s'il se présente seul ou en groupement ;	NON
A.2	Déclaration sur l'honneur justifiant que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 du Code de la commande publique, notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail.	NON
N.B. : les candidats sont invités à utiliser le formulaire DC1 - version du 1 ^{er} avril 2019 - joint au présent dossier de consultation des entreprises, qui contient en outre la déclaration sur l'honneur demandée au point A.2 ci-dessus.		
Capacité économique et financière		

A.3	Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat, ainsi que le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ;	NON
A.4	Preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents.	NON
<i>N.B. : si, pour une raison justifiée, le candidat n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen, notamment une déclaration appropriée de banque.</i>		
Références professionnelles et capacités techniques		
A.5	Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, assortie d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, la date et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin;	NON
A.6	Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ;	NON
A.7	Une description du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché	NON
A.8	Les certificats de qualification professionnelle ; La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'entreprise à réaliser la prestation pour laquelle elle se porte candidate.	NON
<i>N.B. : pour les points A.4 à A.8 ci-dessus, les candidats sont invités à utiliser le formulaire DC2 - version du 11 novembre 2023 - joint au présent dossier de consultation des entreprises, en y annexant les renseignements ou documents demandés.</i>		

→ Pour justifier de sa capacité économique et financière et de ses capacités techniques et professionnelles, le candidat peut avoir recours aux capacités d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens qui l'unissent à ces opérateurs (compris les sous-traitants).

Dans ce cas, il justifie des capacités du ou des opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché. Pour ce faire, le candidat produit :

- a) les mêmes documents concernant ces opérateurs économiques que ceux qui sont exigés de lui (voir points A.2 à A.8 ci-dessus) ;
- b) un engagement écrit du ou des opérateurs en question par lequel ce(s) dernier(s) atteste(nt) mettre à la disposition du candidat ses(leurs) capacités professionnelles, techniques et financières pour l'exécution du marché.

Ces pièces sont à produire à l'appui de la candidature.

Conformément à l'article R. 2143-4 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur accepte que le candidat présente sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (**DUME**), établi conformément au modèle fixé par le règlement d'exécution 2016/7 de la Commission européenne du 5 janvier 2016, établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen susvisé (<https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>), en lieu et place des déclarations, documents et renseignements requis ci-dessus justifiant de leurs capacités.

Il est précisé que, dans ce cas, les candidats ne sont pas autorisés à se limiter à indiquer dans le DUME qu'ils disposent de l'aptitude et des capacités requises sans fournir d'informations particulières sur celles-ci.

Le DUME doit être rédigé en français.

Un candidat qui participe à la procédure de passation à titre individuel doit remplir un DUME.

Un candidat qui participe à la procédure de passation à titre individuel, mais qui recourt aux capacités d'une ou de plusieurs autres entités, doit veiller à ce que le pouvoir adjudicateur reçoive à la fois son DUME et un DUME distinct contenant les informations pertinentes **pour chacune des entités auxquelles il fait appel** (soit les informations demandées dans les sections A et B de la partie II et à la partie III du DUME ainsi que, dans la mesure où cela est pertinent pour la ou les capacités spécifiques auxquelles le candidat a recours, les informations demandées dans les parties IV et V), dûment rempli et signé par les entités concernés.

Enfin, en cas de candidature sous forme de groupement d'opérateurs économiques, un DUME distinct indiquant les informations requises au titre des parties II à V du DUME doit être remis pour chacun des opérateurs économiques participants.

Le DUME peut être rempli en ligne, imprimé, puis envoyé avec l'offre. Si la procédure est gérée par voie électronique, le DUME peut être exporté, stocké et envoyé par voie électronique.

Les candidats peuvent réutiliser un DUME qui a déjà été utilisé dans une procédure antérieure, à condition de confirmer que les informations qui y figurent sont toujours valables.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2143-13 du Code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans leur dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

B. OFFRE

Pour le marché pour lequel l'entreprise se porte candidate, un projet de marché comprenant :

	PIÈCES À REMETTRE	SIGNATURE
B.1	<p>Acte d'engagement : l'offre du candidat est établie sur l'acte d'engagement joint au dossier de consultation des entreprises.</p> <p>Il est recommandé aux candidats de transmettre cette pièce dûment complétée, datée et signée par les représentants qualifiés et dûment habilités à cet effet de toutes les entreprises candidates ayant vocation à être titulaires du marché.</p> <p><i>Si l'acte d'engagement n'a pas été remis signé au stade de la remise des plis, la SEMEC transmettra au candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché un acte d'engagement à signer, reprenant notamment les éléments de son offre et les éventuelles mises au point effectuées.</i></p> <p><i>Il est précisé que par la seule remise d'un pli, l'entreprise confirme son intention de candidater et de soumissionner à la consultation et s'engage, si elle est désignée attributaire, à signer le marché (acte(s) d'engagement) ainsi que tous les documents annexes prévus par la réglementation et/ou rappelés dans les documents de la consultation. En cas de refus de signature, l'attributaire s'expose à voir sa responsabilité engagée par le pouvoir adjudicateur.</i></p> <p><i>Cet acte d'engagement sera accompagné éventuellement par les demandes</i></p>	NON

	<p><i>d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement, pour tous les sous-traitants désignés au marché (annexe(s) 2, 3, etc. du cadre d'acte d'engagement en cas de sous-traitance) ;</i></p> <p><i>Dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment de l'offre, les candidats devront, outre l'annexe à l'acte d'engagement susmentionnée, remettre une déclaration desdits sous-traitants indiquant que ces derniers ne tombent pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.</i></p> <p><i>Ils devront également indiquer les capacités des sous-traitants.</i></p> <p><i>Que les sous-traitants soient désignés ou non au marché, le candidat devra indiquer dans l'acte d'engagement le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter et, par différence avec son offre, le montant maximal de la créance qu'il pourra présenter en nantissement ou céder.</i></p>	
B.2	Le Bordereau de Prix Unitaire (BPU) et le Devis Quantitatif Estimatif (DQE), cadres ci-joints à compléter.	NON
B.3	<p>Un cadre de mémoire technique justificatif des dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution des prestations, cadre de réponse ci-joint à compléter.</p> <p>Ce cadre de mémoire est destiné à préciser les méthodes et l'organisation que le prestataire mettra en œuvre pour la réalisation des prestations. L'examen de la valeur de l'offre se fera sur la base de ce mémoire (voir article 5.2 ci-après). Il aura valeur contractuelle lors de la signature du marché.</p>	NON

Article 5 - Jugement des offres

5.1. Dépouillement des candidatures

5-1.1 - Recevabilité des candidatures

Si la SEMEC constate que des pièces ou informations dont la présentation était réclamée au titre de la candidature sont absentes ou incomplètes, elle peut, étant entendu qu'il ne s'agit que d'une faculté, demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai approprié et identique pour tous.

Seront éliminés les candidats :

- Dont la candidature n'a pas été reçue dans les délais prescrits ;
- Qui se trouvent dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 du Code de la commande publique ;
- Qui, le cas échéant après mise en œuvre des dispositions ci-avant, ne satisfont pas aux conditions de participation fixées par le pouvoir adjudicateur ou ne peuvent produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par ce dernier.

Concernant le cas particulier des groupements, il sera contrôlé la recevabilité de chacune des entreprises qui constituent le groupement. L'irrecevabilité de l'une des entreprises membres du groupement, entraîne, de fait, celle du groupement entier.

5-1.2 - Examen des candidatures

Les candidatures sont examinées au regard des capacités professionnelles, techniques et financières des opérateurs économiques, mentionnées dans l'avis d'appel public à la concurrence et à l'article 4.2 du présent règlement de la consultation.

L'absence de références relatives à l'exécution de marchés publics de même nature ne peut justifier, à elle seule, l'élimination d'un candidat.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que, conformément à l'article 3 de l'ordonnance n° 2020-738 du 17 juin 2020, portant diverses mesures en matière de commande publique, l'acheteur ne tiendra pas compte de la baisse du chiffre d'affaires intervenue au titre du ou des exercices sur lesquels s'imputent les conséquences de la crise sanitaire liée à l'épidémie de Covid-19.

En cas de groupement, l'appréciation des capacités des membres du groupement est globale. Il n'est, en effet, pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité des capacités requises pour l'exécution du marché public.

Il est à noter que, conformément à l'article R. 2144-3 du Code de la commande publique, la vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles des candidats peut être effectué à tout moment de la procédure et au plus tard avant l'attribution du marché public.

5.2. Critères de choix des offres

Le jugement sera effectué dans les conditions prévues aux articles R. 2152-6 et R. 2152-7 du Code de la commande publique.

Parmi les critères de choix des offres prévus à l'article R. 2152-7 du Code de la commande publique, un poids particulier sera attribué aux critères suivants selon leur pondération :

Critères et sous-critères (techniques et financiers)	Pondération
1. Valeur technique	60 %
1.1. Sous-critère 1 : moyens humains et matériels mis en œuvre pour l'exécution du marché Le candidat indique : <ul style="list-style-type: none">- Organigramme de l'entreprise ;- Personne référente pour l'encadrement des opérations du présent marché (CV à joindre) ;- Qualifications et habilitations du personnel mis à disposition du présent marché ;- Moyens matériels disponibles pour l'exécution des travaux.	40 %
1.2. Sous-critère 2 : méthodologie générale d'intervention Le candidat indique : <ul style="list-style-type: none">- Les modalités d'organisation du marché : <i>lien et fonction entre les personnes chargées du suivi, traçabilité des interventions, organisation et gestion des travaux en environnement occupé - prise en compte de l'occupation du site, coordination des travaux, minimisation des nuisances, signalisation, flexibilité des horaires...</i> ;- Les moyens mis en œuvre vis-à-vis de la sécurité des biens et des personnes ;	50 %
1.3. Démarche environnementale, démarche qualité Le candidat indique : <ul style="list-style-type: none">- Les moyens mis en œuvre pour la gestion et la traçabilité des déchets ; démarches environnementales du candidat ;- Les mesures qu'il s'engage à prendre pour garantir la qualité des ouvrages et des prestations (contrôle, autocontrôle, essais, ...).	10%
2. Prix des prestations (apprécié au regard du montant total indiqué dans le devis quantitatif estimatif)	40 %
TOTAL	100 %

Les critères et sous-critères sont notés sur 10, puis pondérés.

Note technique éliminatoire :

- Si le pouvoir adjudicateur attribue le marché sur la base des offres initiales sans négociation, une offre qui n'obtient pas au moins 5/10 sur le critère valeur technique après pondération sera éliminée et ne sera pas classée ;
- Si le pouvoir adjudicateur décide d'engager des négociations, une offre qui n'obtiendrait pas au moins la note de 5/10 à l'issue de la dernière négociation sera éliminée et ne sera pas classée.

La méthode de calcul utilisée pour la notation du critère Prix des prestations est la suivante :
Note de l'offre = (Montant de l'offre moins-disante / Montant de l'offre à noter) * Base de notation

Montant de l'offre moins-disante = correspond au prix de l'offre la moins chère (offres anormalement basses exclues).

Montant de l'offre à noter = correspond au prix de l'offre à évaluer.

Base de notation = correspond à la note maximale pouvant être obtenue.

En cas de discordance constatée dans une offre, **les indications portées en chiffres dans le bordereau des prix unitaires prévalent sur toutes autres indications de l'offre et le montant du devis estimatif est rectifié en conséquence.** Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seront constatées dans ce détail

estimatifs seront également rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié du détail qui sera pris en considération.

Conformément aux articles R.2152-3 à R. 2152-5 du Code de la commande publique, toute offre paraissant anormalement basse, y compris pour la part du marché qu'il est envisagé de sous-traiter, fera l'objet d'une demande écrite de précisions assortie d'un délai impératif de réponse. Après vérification des justificatifs fournis par le candidat concerné, l'offre sera soit maintenue dans l'analyse des offres, soit rejetée par décision motivée.

5.3. Négociation

Après un premier examen des offres, les offres irrégulières, inappropriées et inacceptables au sens des articles R.2152-1 et R.2152-2 du Code de la commande publique seront éliminées.

Les candidats sont informés que l'acheteur prévoit de recourir à la négociation.

Toutefois, conformément à l'article R. 2123-5 du Code de la commande publique, il se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

Si, en effet, il considère qu'il peut, au vu des offres remises, attribuer le marché, il n'est pas tenu de négocier.

En cas de négociation, les conditions sont les suivantes :

À l'issue de l'analyse et d'un premier classement des offres, effectué en application des critères de choix annoncés dans la présente consultation, l'acheteur engagera des négociations avec les trois candidats les mieux placés pour chacun des lots objet de la présente consultation.

Si le nombre d'offres satisfaisant aux critères de choix est inférieur à ce chiffre, la procédure peut néanmoins continuer avec les offres sélectionnées.

La négociation pourra porter sur tous les éléments de l'offre, notamment sur le prix. Cependant, elle ne pourra pas avoir pour effet de modifier l'objet du marché ou les conditions initiales d'exécution du marché qui ont fait l'objet de la concurrence.

La négociation est conduite dans le respect du principe d'égalité de traitement des candidats.

L'acheteur communiquera par échange de courriels avec les candidats en utilisant son profil d'acheteur (plate-forme www.marches-securises.fr) lors de la négociation. Les candidats pourront répondre aux questions et envoyer des documents sur cette même plate-forme.

A titre indicatif, il est envisagé que les négociations se déroulent en une seule phase avant, le cas échéant, la remise d'une offre finale.

Néanmoins, les candidats sont informés que l'acheteur se réserve la possibilité, au gré de l'évolution de la procédure et en fonction de ses besoins (en particulier l'adéquation des offres à ses attentes et la nécessité de les optimiser), de rajouter une, voire deux phases de négociation supplémentaires.

Par ailleurs, l'acheteur se réserve la possibilité, au terme de chacune de ces phases le cas échéant, de ne retenir que la ou les offres répondant le mieux aux critères de jugement fixés ci-dessus. En toute hypothèse, certains candidats pourront être ainsi éliminés de la procédure et voir leur offre rejetée, en fonction de l'appréciation des offres par rapport aux critères de sélection des offres susvisés.

L'acheteur pourra ainsi ne poursuivre la négociation qu'avec les candidats présentant les meilleures offres et évincer, en cours de procédure, ceux dont l'offre est de moins bonne qualité.

Les candidats qui ne seront pas appelés à participer aux négociations en seront informés, de même que les éventuels candidats éliminés au fur et à mesure de la négociation.

A l'issue de la(les) phase(s) de négociation, les candidats concernés seront invités à remettre leur offre optimisée / finale. Les modalités de remise des offres optimisées / finales ainsi que le délai accordé aux candidats seront précisés dans l'invitation.


Le délai de validité de cette nouvelle offre qui court à compter de la date de son dépôt, est le même que celui de l'offre initiale mentionné dans le présent règlement.

In fine, l'offre finalisée et définitive économiquement la plus avantageuse sera alors retenue au vu des critères d'attribution visés à l'article 6.2 ci-avant.

5.4. **Fin de la procédure**

Conformément aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 et R. 2144-4 du Code de la commande publique, le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché devra justifier ne pas être dans un cas d'interdiction de soumissionner en produisant, si ce n'est déjà fait, les pièces suivantes :

- **Les attestations et certificats fiscaux et sociaux délivrés par les administrations et organismes compétents** prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (*voir l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes et contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique*) ;
- **Les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail** (*ces pièces sont à produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché*) ;
- Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, le candidat, pour prouver qu'il ne se trouve pas dans un des cas d'exclusion visés à l'article L. 2141-3 du Code de la commande publique, devra, conformément à l'article R. 2143-9, produire son numéro SIREN (numéro unique d'identification), attribué par l'INSEE, afin de permettre à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes de l'entreprise via le site internet: <https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr>. Ce site permet, en effet, de retrouver les informations d'immatriculation d'une entreprise et, donc, les données contenues dans un extrait KBIS/D1.
- Si le candidat est en redressement judiciaire, la **copie du ou des jugements prononcés** ;
- L'attestation d'assurance de responsabilité décennale.

 **Les candidats sont invités à déposer directement les pièces et attestations mentionnées ci-dessus en ligne sur la plate-forme <http://www.e-attestations.com>, que la SEMEC met gratuitement à leur disposition. Les délais de procédure en seront réduits d'autant.**

Par ailleurs, en cas de groupement, **le document d'habilitation du mandataire** par ses cotraitants, justifiant de sa capacité à intervenir en leur nom et pour leur compte et des conditions de son habilitation, devra être produit.

Le délai qui sera laissé au candidat retenu pour la production de ces pièces, est de **cinq (5) jours ouvrables** suivant la date d'information de la décision attributive de l'acheteur.

Conformément à l'article R. 2144-7 du Code de la commande publique, si le candidat ne produit pas ces documents dans le délai imparti par le pouvoir adjudicateur, son offre sera rejetée et son élimination prononcée par le pouvoir adjudicateur.

Le candidat dont la candidature ou l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les documents nécessaires. Si nécessaire, cette procédure peut être reproduite tant qu'il subsiste des candidatures recevables ou des offres qui n'ont pas été écartées au motif qu'elles sont inappropriées, irrégulières ou inacceptables.

Les candidats établis à l'étranger, doivent produire un certificat établi par les administrations et organismes de leur pays d'origine ou d'établissement, selon les mêmes modalités que celles qui sont prévues ci-avant.

Lorsque les autorités compétentes du pays d'origine ou d'établissement du candidat ne délivrent pas les documents justificatifs équivalents à ceux-ci-dessus mentionnés, ou lorsque ceux-ci ne mentionnent pas tous les cas d'interdiction de soumissionner, ils peuvent être remplacés par une déclaration sous serment, ou, dans les pays où une telle procédure n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant une

autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié de son pays d'origine ou d'établissement.

Article 6 - Conditions d'envoi ou de remise des offres

Les candidats peuvent transmettre les candidatures et les offres dans les conditions explicitées aux articles suivants.

Les dossiers dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites visées sur la page de garde du présent règlement de la consultation ne seront pas retenus.

6.1. Envoi ou remise des offres sur support papier

Conformément à l'article R. 2132-7 du Code de la commande publique qui dispose que « les communications et les échanges d'informations lors de la passation d'un marché ont lieu par voie électronique », l'envoi ou la remise des offres sur support papier n'est PAS AUTORISEE.

6.2. Envoi des offres par voie électronique

Conformément aux dispositions de l'article R. 2132-7 du Code de la commande publique et de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde, les candidats doivent transmettre les candidatures et les offres PAR VOIE ELECTRONIQUE à l'adresse Internet <https://www.marches-securises.fr>, dans les conditions suivantes :

Formats Les formats de documents acceptés sont les suivants : le format PDF (mode non révisable), le format texte universel (mode révisable), les formats bureautiques ouvert ODF (mode révisable, format ouvert, normalisé ISO) ou propriétaire Microsoft (mode révisable - Word, Excel, PowerPoint, etc.) – sachant que le pouvoir adjudicateur dispose de la version Microsoft 2010 - , le format propriétaire DWG (mode révisable) ou le format « Open DWG » (mode révisable) pour les plans ou dessins techniques , les formats JPEG, PNG ou TIFF/EP pour les photographies ou images. Tout autre format de fichier peut, dès lors qu'il s'agit d'un format réputé « courant et largement disponible », être utilisé.

Il est précisé aux candidats que les pièces et documents électroniques ne respectant pas les indications ci-dessus relatives aux formats ne seront pas traités. Ainsi, ils ne pourront pas valablement être considérés comme ayant été transmis avec la candidature et/ou avec l'offre du candidat concerné.

Virus Il est ici rappelé, qu'il appartient au soumissionnaire de disposer d'un système de contrôle des virus informatiques et de s'assurer que les fichiers remis sont exempts de virus. En cas de dépôt d'un document dans lequel un virus informatique a été détecté par la SEMEC, ce document sera détruit et sera réputé n'avoir jamais été reçu.

Signature Les documents devant être signés doivent être signés à l'aide d'un certificat de signature électronique, dans des conditions conformes à l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics.

La signature électronique n'est pas exigée au stade de la remise des offres, mais les candidats sont toutefois vivement encouragés à signer, dans la mesure du possible, leur offre électroniquement (voir ci-dessous les catégories de certificats admises).

Par la seule remise d'un pli, les opérateurs économiques confirment leur intention de candidater et de soumissionner à la consultation et s'engagent, s'ils sont désignés comme attributaire, à signer le

marché ainsi que tous les documents afférents. En cas de refus de signature, ils s'exposent à voir leur responsabilité engagée par l'acheteur.

Catégories de certificats admises

Les Opérateurs Économiques peuvent indifféremment utiliser un certificat appartenant :

1. A l'une des catégories de certificats constitutifs d'un produit de sécurité, référencé RGS, mentionné à l'article 12 de l'ordonnance n° 2005-1516 du 8 décembre 2005 relative aux échanges électroniques entre les usagers et les autorités administratives, et figurant sur la liste prévue à l'article 8 de l'arrêté du 18 janvier 2012 relatif au référencement de produits de sécurité ou d'offres de prestataires de services de confiance ; ou
2. A l'une des catégories de certificats délivrées par une autorité de certification figurant sur la liste de confiance d'un État-membre, telle qu'établie, transmise et mise à la disposition du public par voie électronique par la Commission européenne, conformément à l'article 2 de la décision 2009/767/CE du 16 octobre 2009 établissant des mesures destinées à faciliter l'exécution de procédures par voie électronique par l'intermédiaire des guichets uniques ; ou
3. A l'une des catégories de certificats délivrées par une autorité de certification, française ou étrangère, qui répondent à des normes équivalentes à celles du référentiel général de sécurité, défini par le décret du 2 février 2010 pris pour l'application de l'ordonnance susvisée. Dans ce cas, le signataire doit obligatoirement transmettre, avec le document signé, l'adresse du site internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent, au moins, la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

Que le certificat utilisé soit un certificat issu d'une catégorie de certificats constitutifs d'un produit de sécurité, référencé RGS (cas 1 et 2 ci-dessus) ou équivalent (cas 3 ci-dessus), alors **le niveau minimum de sécurité exigé par le Pouvoir adjudicateur est le niveau RGS**.**

Formats autorisés pour l'apposition de signature électronique

Les seuls formats autorisés pour l'apposition des signatures électroniques sur les documents devant être signés sont :

- le format PAdES (utilisable uniquement pour les fichiers au format PDF),
- le format CAdES (que la signature soit attachée ou séparée),
- le format XAdES (que la signature soit attachée ou séparée).

Logiciels d'apposition de la signature électronique


Pour apposer sa signature, le signataire utilise l'outil de signature de son choix.

Vérification de la signature électronique

Si le signataire utilise un outil de signature autre que ceux disponibles sur le Profil d'Acheteur alors le signataire précise dans un document de présentation de sa réponse (c.-à-d. : un sommaire par exemple) le format de signature utilisé, le nom de l'outil de signature utilisé et indique la procédure permettant la vérification de la validité de la signature conformément aux attendus de l'article 5 de l'arrêté du 15 juin 2012.

Structure de l'enveloppe électronique et fichiers à insérer

Il est conseillé de numéroter les fichiers par ordre logique de présentation et en utilisant systématiquement deux chiffres (01, 02, 03...).

 Les fichiers sont à insérer dans la structure d'enveloppe telle que prévue par l'Acheteur.

Copie de sauvegarde

Il est ici rappelé, que les soumissionnaires conservent la possibilité de transmettre, en parallèle à leur réponse envoyée par voie électronique, une copie de sauvegarde sous forme papier ou sur support physique électronique (CD-Rom, DVD-Rom...).

⚠ Cette copie, pour être éventuellement valablement utilisée, doit parvenir dans les délais impartis pour la remise des candidatures et des offres.

⚠ Cette copie, transmise sous pli par voie postale ou par dépôt chez le pouvoir adjudicateur, doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible « **COPIE DE SAUVEGARDE** ».

L'envoi d'une copie de sauvegarde n'est pas une obligation, c'est un droit du soumissionnaire qui peut décider ou non de l'exercer.

La copie de sauvegarde est ouverte :

1. Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée.
2. Lorsqu'une candidature ou une offre a été transmise par voie électronique et n'est pas parvenue dans les délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la copie de sauvegarde soit parvenue dans les délais.

Divers

La taille maximale des fichiers transmissibles en une fois est limitée à un (1) gigaoctet (Go) : voir guide destiné aux soumissionnaires.

Le dépôt des candidatures et des offres transmises par voie électronique donne lieu à un accusé de réception mentionnant la date et l'heure de réception.

La date et l'heure limites de remise des offres sont visées à l'article 5.1 ci-avant. Il est à noter que le fuseau horaire de référence est celui de (GMT + 01:00) Bruxelles, Copenhague, Madrid, Paris.

⚠ L'horodatage du dépôt est réalisé au moment où le dernier octet constitutif de la réponse est réceptionné par le profil acheteur. Les plis sont hors délai si leur téléchargement se termine après la date et l'heure limite de remise des offres. Les candidats doivent donc prendre leurs dispositions en fonction de la taille de leur pli et de la vitesse de leur connexion.

⚠ Un zip signé ne vaut pas signature de chaque document du zip, une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne remplace pas la signature électronique qui confère valeur d'original au document signé.

Assistance Pour toute question relative au dépôt de réponses électroniques, le numéro à la disposition des soumissionnaires est : **04 92 90 93 27**.

Autres Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Rematérialisation des documents

Les documents transmis par voie électronique pourront être re-matérialisés après l'ouverture des plis. Les candidats sont informés que l'attribution du marché pourra donner lieu à la signature manuscrite du marché papier.

6.3. Divers

A noter, en revanche, que la transmission des offres par télécopie **n'est pas admise**, de même que la transmission par mail (*seul le profil d'acheteur répond en effet aux conditions de confidentialité et de sécurité optimales imposées par la réglementation*).

Conformément à l'article R. 2151-6 du Code de la commande publique, si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule la dernière offre reçue par l'acheteur est ouverte, dans le délai fixé pour la remise des offres.

Une fois déposées, les candidatures et les offres ne peuvent plus être retirées ni modifiées et restent la propriété de l'Acheteur.

Article 7 - Autres renseignements

7.1. Visite du site

Sans objet.

7.2. Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront les demander par écrit, en passant par la plate-forme www.marches-securises.fr.

Ils devront les demander au plus tard **avant la date et l'heure limites imparties pour formuler des questions, indiquées en page de garde du présent règlement de la consultation**.

7.3. Confidentialité

Les entreprises consultées s'engagent à traiter les informations contenues dans le dossier de consultation de manière confidentielle, et à ne divulguer sous aucun prétexte à des tierces personnes, en dehors de leurs besoins propres, les informations strictement nécessaires à l'établissement de leur offre. Toute autre diffusion d'informations émanant du marché ne pourra être faite sans l'accord préalable du Pouvoir adjudicateur.

7.4. Déclaration sans suite

À tout moment, la procédure peut être déclarée sans suite. Dans ce cas, l'acheteur communique aux opérateurs économiques ayant participé à la procédure, dans les plus brefs délais, les raisons pour lesquelles il a décidé de ne pas attribuer le marché ou de recommencer la procédure.

7.5. Recours

7-5.1 - Instance chargée des procédures de recours

- Tribunal judiciaire de Marseille – 6, rue Joseph Autran – 13281 MARSEILLE Cedex 06 –
Tél. : 04.91.15.50.50 – Fax : 04.91.54.42.90 – E-mail : accueil-marseille@justice.fr – Adresse Internet
: <http://www.justice.gouv.fr/>

7-5.2 - Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours

- Greffe du Tribunal judiciaire de Marseille – 6, rue Joseph Autran – 13281 MARSEILLE Cedex 06 –
Tél. : 04.91.15.50.50 – Fax : 04.91.54.42.90 – E-mail : accueil-marseille@justice.fr – Adresse Internet
: <http://www.justice.gouv.fr/>
